

CHINE

Priorités fondées sur des indicateurs

Réduire l'importance du secteur étatique dans l'économie (2011)

Recommandations : La création de grandes entreprises à capitaux privés ne devrait plus être soumise à l'approbation des pouvoirs publics, ce qui permettrait d'accroître les financements disponibles pour restructurer les entreprises d'État dont les performances laissent à désirer.

Mesures prises : De nouvelles réglementations, mises en œuvre en janvier 2011, permettent aux investisseurs étrangers d'acheter de la monnaie locale pour investir dans des partenariats de capital-investissement dans les limites d'un quota global. Les demandes d'entreprises étrangères souhaitant créer des sociétés de capital-investissement doivent être traitées dans un délai de 40 jours, ce qui limite les risques de retard.

Améliorer les taux de diplômés (2011)

Recommandations : Les inégalités observées en matière de prestations d'enseignement doivent être réduites, tant au plan régional que dans les zones urbaines. Il importe que soient rapidement mises en œuvre les dispositions destinées à améliorer l'éducation des migrants internes.

Mesures prises : En mars 2011, le gouvernement a annoncé qu'il favoriserait une réforme autorisant les enfants de migrants internes à passer les examens d'entrée à l'université sur leur lieu de résidence.

Alléger les charges administratives qui pèsent sur les entreprises (2011)

Recommandations : Obliger les institutions publiques à réaliser une analyse d'impact de la réglementation avant d'instaurer de nouvelles règles, et à réexaminer progressivement l'ensemble de la réglementation.

Mesures prises : Aucune mesure n'a été prise jusqu'à présent, mais la réduction de l'intervention de l'État dans les activités micro-économiques sera l'un des objectifs pour la 12^e Plan quinquennal (2011-15).

Autres priorités

Réduire les obstacles à l'urbanisation (2011)

Recommandations : Les autorités devraient encore accroître les dépenses sociales, afin d'assurer une couverture plus étendue de la population et une protection sociale plus efficace. Il faut que les dispositions de la loi de 2003 sur l'exploitation des terres soient intégralement mises en œuvre, afin que les agriculteurs aient pleinement connaissance de leurs droits, ce qui élargira le marché locatif. La durée des droits d'utilisation des terres devrait être allongée, et les lois relatives à l'enregistrement des ménages révisées.

Mesures prises : Une nouvelle loi sur l'assurance sociale est entrée en vigueur en juillet 2011, en vertu de laquelle les résidents des zones rurales qui migrent vers les zones urbaines sont couverts par l'assurance sociale.

Renforcer encore l'état de droit (2011)

Recommandations : Il faudrait améliorer encore l'efficacité du contrôle de l'application des lois, en renforçant les institutions judiciaires.

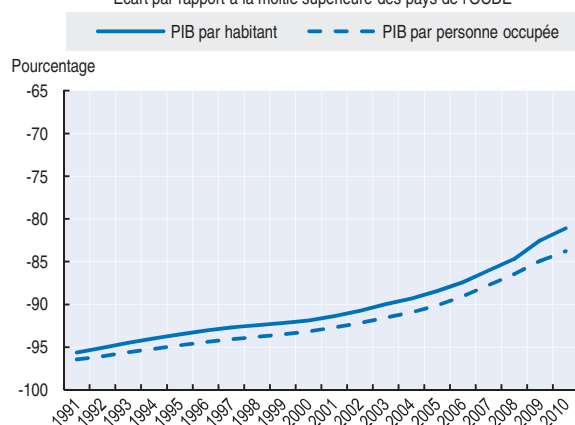
Mesures prises : En janvier 2011, une nouvelle loi sur la médiation est entrée en vigueur, qui fournit une base solide pour le mécanisme de règlement des différends de premier niveau, généralement utilisé à l'échelon local pour le règlement des différends privés.

CHINE

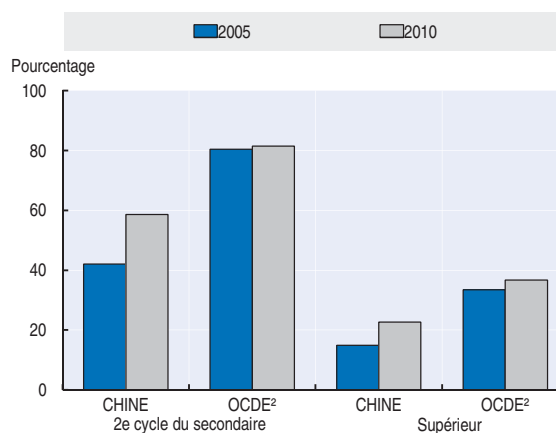
- Le PIB par habitant a fait un bond de près de 65 % sur la période de cinq ans terminée en 2010, ce qui a réduit considérablement l'écart avec les pays de l'OCDE. Les taux d'activité restant supérieurs à la moyenne, l'écart de revenu par habitant est imputable essentiellement à une plus faible productivité.
- Des progrès ont été accomplis dans les principaux domaines prioritaires, avec l'élargissement des possibilités d'investissement étranger dans des entreprises chinoises, les premières mesures prises pour atténuer les discriminations dont souffrent les enfants de migrants internes en matière d'éducation, et l'extension des programmes de sécurité sociale aux migrants.
- Dans les autres domaines, le gouvernement a annoncé la mise en place d'un réseau de médecins généralistes qui filtreront l'accès au système de santé.

Indicateurs de performance et de politique

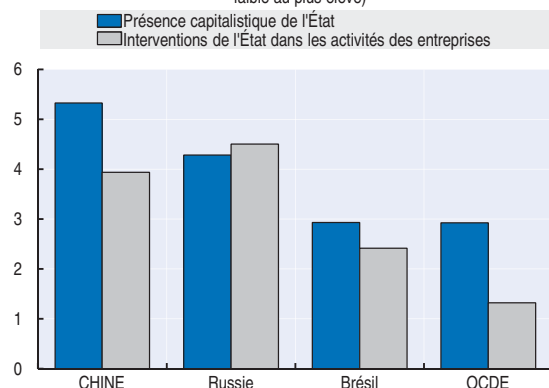
A. Les amples écarts de PIB par habitant et de productivité continuent de se réduire rapidement
Écart par rapport à la moitié supérieure des pays de l'OCDE¹



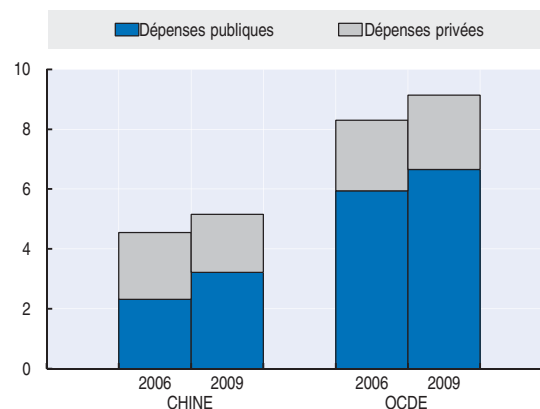
B. Les taux de diplômés sont en hausse mais demeurent nettement inférieurs à la moyenne de l'OCDE



C. Le contrôle exercé par l'État sur l'activité économique a été réduit mais pourrait l'être davantage, 2008
Indice variant sur une échelle de 0 à 6 (du degré de restriction le plus faible au plus élevé)




D. Les dépenses publiques de santé ont augmenté mais restent relativement faibles
Pourcentage du PIB



1. Écart en pourcentage par rapport à la moyenne simple des 17 pays de tête de l'OCDE en termes de produit intérieur brut (PIB) par habitant et de PIB par personne occupée (sur la base des PPA constantes de 2005).
2. Les données se rapportent à 2009. Taux d'obtention d'un premier diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire, et somme des taux d'obtention à chaque âge d'un premier diplôme de l'enseignement supérieur de type A. Pour le deuxième cycle de l'enseignement secondaire, moyenne des pays de l'OCDE hormis l'Australie, l'Autriche, la Belgique, l'Estonie, la France et les Pays-Bas ; pour l'enseignement supérieur, moyenne des pays de l'OCDE hormis la Belgique, le Chili, l'Estonie, la France et la Corée.

Source : Graphique A : Banque mondiale (2011), *Base de données des Indicateurs du développement dans le monde* et ministère chinois des Ressources humaines et de la Sécurité sociale ; graphique B : OCDE (2011), *Regards sur l'éducation* et *Annuaire statistique de la Chine* ; graphique C : OCDE, *Base de données sur la réglementation des marchés de produits* ; graphique D : *Annuaire statistique de la Chine* et Banque mondiale (2011), *Indicateurs du développement dans le monde*.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932565167>